

Le plan Baker ne laissait pas pour autant de côté les petits pays d'Afrique à faible revenu dont la dette étrangère, contractée surtout auprès des gouvernements donateurs et des IFI plutôt que des banques, était dans bien des cas plus lourde. Les IFI ont été encouragées à établir de nouvelles mesures de prêts de faveur afin de soutenir l'ajustement structurel de ces pays.

Le plan Baker perdit vite son dynamisme, bien qu'il ait survécu sur le papier jusqu'à ce que l'administration Bush formule une nouvelle politique en la matière. Les ressources fournies par les IFI et l'appui des gouvernements donateurs se sont révélés de beaucoup inférieurs à l'aide publique qui aurait été nécessaire, et certains pays n'y avaient pas droit parce qu'ils ne satisfaisaient pas aux conditions strictes imposées par le FMI. Les fonds privés ont continué de se raréfier et leur mouvement est même devenu négatif en 1986, en termes nets, dans le cas des pays fortement endettés. La plupart des banques cessaient de prêter au Tiers monde, sauf lorsque le risque était relativement peu élevé, et augmentaient leurs réserves pour pertes tout en se départissant de certaines vieilles créances au moyen de ventes (à rabais) sur les marchés secondaires, de swaps, de conversions et d'autres transactions commerciales volontaires. Au même moment, les propositions se multipliaient afin que l'on prenne des mesures additionnelles pour réduire la valeur nominale d'une bonne partie des dettes du Tiers monde⁹. Pourtant, les tenants du plan Baker continuaient à croire qu'il fallait consentir davantage de prêts et que les anciennes dettes publiques seraient entièrement remboursées.

Une humble percée s'est quand même produite lors de la rencontre des sept pays les plus industrialisés au Sommet économique de Toronto, en juin 1988. Les principaux pays créditeurs ont accepté le principe de la remise de certaines dettes des pays les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne, manifestement incapables de faire face à leurs obligations. Le Club de Paris, composé de créditeurs officiels, a par la suite composé un «menu» d'options comprenant une réduction des créances, un allègement des taux d'intérêt ou le rééchelonnement des dettes à plus long terme. L'augmentation des taux d'intérêt à l'échelle internationale a malheureusement annulé la plupart des avantages visés. La Banque mondiale estime que les modalités de Toronto n'ont réduit que d'environ 2 p. 100 le service de la dette des pays d'Afrique pour 1989.

9. Une étude détaillée a été réalisée à ce sujet par Morris Miller, *Resolving the Global Debt Crisis*, New York : Document de travail du PNUD, 1989.